

## Déclaration liminaire

Paris le 14 mars 2023

Monsieur le Président,

Trois mois après les élections professionnelles, en plein contexte social tendu sur la réforme des retraites, qui n'épargne personne et surtout pas les très nombreux personnels féminins, vous convoquez ce jour, l'installation de la CAP ministérielle des « B » correspondant au corps des secrétaires administratif(ve)s corps communs du ministère de la Justice ainsi qu'aux corps de technicien(ne)s de la DAP. Cette représentation de différents corps de « B » au sein de la même CAP est le résultat de la réforme de la transformation de la fonction publique et du dialogue social.

Non content d'avoir destitué les CAP de la gestion de la mobilité et de l'avancement des personnels, le gouvernement a aussi réduit le nombre de CAP en regroupant les corps sans que cela ait forcément du sens ainsi que le nombre de représentants des personnels dans les nouvelles CAP.

Pour rappel, à **l'UNSa** nous nous sommes opposés à cette réforme pour la bonne et simple raison qu'elle visait à limiter les droits et la défense des agents en se donnant au passage une latitude totale et opaque sur la gestion et la carrière de ces derniers.

Résultat des courses, en moins de temps qu'il en a fallu, sous couvert des lignes directrices de gestion, la mobilité des personnels est devenue le choix du prince et l'avancement celui des amis répondant aux amis. On est à des années lumières de la reconnaissance et de l'engagement professionnel, des notions et principes d'équité, etc.

Malgré tout, restant plus que jamais opposée à ces dérives que l'on pourrait même qualifier de sectaires, **l'UNSa Justice** a fait le choix de se battre aux côtés de celles et ceux qui au quotidien, dans des conditions de travail souvent indignes, tiennent à bout de bras l'édifice du monde judiciaire dans son ensemble et cela au péril de leur intégrité physique, morale et mentale.

Et pourtant, quel service pourrait fonctionner sans personnel administratif et technique ?... Qualifiés sous le vocable des « fonctions supports », nous sommes un rouage essentiel et pourtant nous ne sommes quasiment jamais reconnus. Il suffit de voir les différents projets de loi de finances qui se succèdent sans jamais apporter des éléments de reconnaissance. Et ce n'est pas le dernier projet d'orientation et de programmation de la Justice pour les cinq prochaines années qui nous démontrera un changement de cap de la part de nos dirigeants à notre égard.

**Nous sommes des femmes et des hommes qui, sous couvert de la Première Organisation Syndicale, l'UNSa Justice, exigeons d'être entendus, d'être reconnus, de disposer d'une revalorisation salariale légitime, d'un RIFSEEP plein et entier et non divisé par deux pour les personnels de la DAP, d'un droit à la dignité au travail. Cela passe par une véritable prise de conscience et par une traduction en matière de moyens et de reconnaissance.**

**Par conséquent, c'est avec trois sièges sur quatre au sein de cette CAP, représentant près de 45 % des personnels de ces corps de catégorie « B », que l'UNSa Justice portera la voix et l'exigence des agents.**

A l'instar de notre représentativité, notre détermination à faire bouger les lignes dans l'intérêt des personnels, sera sans faille !

C'est la raison pour laquelle, au-delà des compétences de la CAP et plus largement l'**UNSa Justice** exige :

- L'ouverture de négociations salariales pour l'ensemble des personnels administratifs et techniques du ministère et de l'administration pénitentiaire ;
- L'ouverture de travaux sur l'absence d'organigramme de référence, notamment à la DAP afin de programmer le recrutement massif des personnels nécessaires pour répondre au bon fonctionnement des services et améliorer sensiblement les conditions de travail et en particulier diminuer la charge de travail des agents ;
- La mise en œuvre des accords signés au printemps dernier sur les dispositions du télétravail à destination des personnels et prenant en compte le droit à la déconnexion ;
- L'ouverture de négociations sur la qualité de vie au travail...

L'**UNSa Justice** exige un calendrier social afin de répondre à nos revendications.

**Stop aux promesses et aux reculs sociaux,  
l'argent et la considération pour  
les personnels c'est maintenant !**

Pour l'**UNSa Justice**,  
Les Élu(e)s à la CAP des « B »

**L'UNSa Justice**  
**l'action utile !**